

1,7 milliard de \$ pour la défense de l'Arménie : OTC

Réunion du Conseil de sécurité à Erevan : Nikol Pashinyan resserre les rangs

Le 30 octobre, le Conseil de sécurité arménien s'est réuni pour une session ordinaire. Si le rapport officiel reste succinct, la réunion a porté sur des questions de politique intérieure et étrangère. Ces dernières semaines, les tensions autour de l'Arménie s'intensifient, mais des turbulences marquent aussi la scène politique intérieure, et pas seulement entre le gouvernement et l'opposition. Ce sont désormais des frictions au sein même de la majorité qui attirent l'attention, alimentant un débat public autour de scandales politiques.

Ces controverses internes, que l'on ne cherche plus à dissimuler, semblent même, selon certains observateurs, être exposées selon le principe du « pain et des jeux », une manière de détourner l'attention du public. Cependant, l'ampleur des événements dépasse probablement ce cadre. Le gouvernement semble vouloir imposer de nouvelles élections municipales à Gyumri, la deuxième plus grande ville d'Arménie. Jusqu'ici contrôlée par l'alliance de Samvel Balasanyan, un influent homme d'affaires local, la municipalité se retrouve sous pression après que des accusations pénales ont été lancées contre Balasanyan et son fils, aujourd'hui recherchés par les autorités. En réponse, le bloc de Balasanyan a renoncé à ses sièges au Conseil municipal, et le maire, membre de cette alliance, a démissionné.

La ville de Gyumri, outre son importance démographique, revêt une forte symbolique géopolitique et sociale. Elle abrite notamment la principale base militaire russe en Arménie. On peut se demander si l'organisation d'élections d'urgence à Gyumri pourrait avoir des implications stratégiques. En renforçant sa position dans cette ville clé, Nikol Pashinyan pourrait chercher à consolider son assise en vue de prochaines échéances électorales, qu'elles soient anticipées ou ordinaires.

La stratégie de Pashinyan pourrait également dépendre du contexte international. Si l'organisation d'élections anticipées en Arménie ne pose pas de problème sur le plan interne, la situation régionale pourrait l'y contraindre. Pashinyan pourrait ainsi recourir à un scrutin anticipé pour obtenir un « vote de confiance » avant tout accord sensible avec l'Azerbaïdjan, ou au contraire, pour éviter un compromis indésirable.

Ces pressions externes pèsent sur la cohésion du gouvernement et compliquent la gestion politique de Pashinyan, déjà fragilisé par une cote de popularité en baisse. Face à ces défis, il pourrait chercher à renouveler ses équipes pour regagner la confiance publique, une démarche qui ne laisse aucun de ses proches collaborateurs à l'abri d'être sacrifié en raison de l'impératif de popularité du Premier ministre.

Hakob Badalyan

Nor Haratch

25 octobre 2024

L'OIT lance une initiative de 600 000 dollars pour lutter contre le travail informel dans le contexte de la crise des réfugiés en Arménie

L'Organisation internationale du Travail (OIT) a lancé une initiative de 600 000

dollars pour soutenir l'emploi formel parmi la population croissante de réfugiés en Arménie. Ce projet intervient alors que la communauté internationale intensifie ses efforts pour soutenir les quelque 115 000 réfugiés d'origine arménienne déplacés de la région du Haut-Karabakh vers l'Arménie, dont beaucoup luttent pour trouver des emplois stables.

«Un emploi est la priorité numéro un pour les réfugiés», a déclaré Françoise Jacob, coordinatrice résidente des Nations unies en Arménie. «Le revenu est un facteur essentiel qui peut les aider à faire face aux difficultés.»

Les Nations Unies ont récemment souligné l'urgence de soutenir les réfugiés en Arménie, notamment en supprimant les obstacles importants à l'emploi auxquels sont confrontés un grand nombre de réfugiés en âge de travailler. Selon une enquête de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), près de la moitié des réfugiés arméniens sont actuellement au chômage, ce qui rend leur intégration dans la société arménienne particulièrement difficile.

Bien que l'Arménie ait connu un déclin de l'emploi informel avant la crise, l'OIT avertit que ces gains risquent d'être annulés sans interventions ciblées, en particulier parmi les groupes de population comme les réfugiés, qui sont plus vulnérables à l'informalité. L'initiative de l'OIT vise donc à garantir la protection des droits des travailleurs et l'amélioration des conditions de travail dans le contexte actuel de tension sur le marché du travail.

«Nous mobilisons des fonds, déployons des spécialistes techniques et défendons les normes du travail, les entreprises durables et l'égalité entre hommes et femmes pour aider l'Arménie à parvenir à une reprise durable», a déclaré Mikhail Pouchkin, Directeur du Bureau de l'OIT pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale.

L'initiative de l'OIT sera mise en œuvre dans la capitale, Erevan, et dans les provinces de Kotayk et d'Ararat. Elle travaillera en partenariat avec le ministère arménien du travail et des affaires sociales, les partenaires sociaux (organisations d'employeurs et de travailleurs) et d'autres agences des Nations unies pour aider à l'intégration et au soutien des réfugiés. L'OIT renforcera la capacité des conseillers en matière d'emploi à aider les réfugiés et s'efforcera de sensibiliser les communautés d'accueil et de réfugiés à l'importance de garantir des emplois décents et sûrs dans les domaines où les réfugiés sont traditionnellement concentrés, tels que le secteur des soins et le travail sur plateforme/gig. D'autres

travaux seront également menés avec les syndicats pour promouvoir les droits du travail des réfugiés. La croissance économique récente de l'Arménie offre également la possibilité de contribuer à la formalisation.

«La croissance économique est une condition préalable à la réduction de l'informalité ; cependant, le processus n'est pas automatique», a déclaré Frédéric Lapeyre, Directeur du Programme d'action prioritaire de l'OIT sur la formalisation. «Nous devons travailler sur plusieurs fronts pour prévenir l'informalisation du marché du travail en préservant des conditions de travail décentes, en aidant les réfugiés à accéder à des emplois formels et en créant des opportunités d'emploi plus productives basées sur un environnement favorable aux entreprises durables.»

Cette dernière initiative souligne l'engagement mondial à répondre aux besoins immédiats et à long terme des populations hôtes et réfugiées en Arménie, tout en favorisant la résilience et la stabilité du marché du travail.

Armenpress

29 octobre 2024

Pour l'instant, il n'y a pas de danger ni de menace d'escalade militaire de la part de l'Azerbaïdjan : chef d'état-major général des forces armées

arméniennes

REVAN, 28 OCTOBRE, ARMENPRESS: Pour l'instant, il n'y a pas de danger ni de menace d'escalade militaire de la part de l'Azerbaïdjan. Selon Armenpress, le chef d'état-major général des Forces armées arméniennes, Edward Asryan, a déclaré cela lors d'un briefing avec des journalistes, répondant à la question d'un journaliste qui voulait savoir s'il y avait un risque d'escalade de la part de l'Azerbaïdjan à l'heure actuelle.

« Non, il n'y a pas de tels dangers et menaces. Pour l'instant, la situation est jugée relativement stable », a déclaré M. Asryan.

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 octobre 2024

L'héritage arménien du Karabakh menacé de destruction

L'héritage arménien millénaire du Haut-Karabakh est confronté à la menace de destruction et de distorsion de l'identité, a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères Vahan Kostanyan.

Kostanyan a prononcé un discours lors de la Réunion internationale sur la protection et la restauration du patrimoine culturel, une conférence organisée par le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports, conjointement avec l'UNESCO.

Kostanyan a déclaré que dans le monde moderne, les attaques contre le patrimoine culturel sont fréquentes et que le déni de l'identité culturelle est utilisé comme un outil pour aggraver les conflits et perturber la stabilité internationale, rapporte Armenpress.

« De fausses histoires sont générées pour utiliser la culture comme un outil de division plutôt que comme un facteur d'unité. Malheureusement, même aujourd'hui, les principes contraignants des conventions internationales et des décisions de la CIJ sont ignorés, créant des précédents dangereux qui menacent le système mondial de protection culturelle et reflètent l'affaiblissement des institutions et mécanismes internationaux multilatéraux », a déclaré Kostanyan.

Il a déclaré que ces réalités difficiles ont eu de lourdes conséquences au Haut-Karabakh, où l'héritage arménien millénaire est confronté à la menace de destruction et de déformation de l'identité par l'Azerbaïdjan.

Kostanyan a appelé au renforcement des institutions et des outils visant à préserver le patrimoine culturel afin de faire face à de telles menaces. Il a déclaré qu'il fallait rechercher des moyens innovants pour préserver le patrimoine commun de l'humanité.

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 octobre 2024

Un document approuvé par l'Arménie et l'Azerbaïdjan, mais avec une différence de taille

La semaine passée s'est achevée sur une information notable au sujet du processus de négociation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En effet, Nikol Pashinyan et Ilham Aliyev se sont rencontrés le 24 octobre à Kazan lors du sommet BRICS+. Avant de se rendre à Kazan, Aliyev à Bakou et Pashinyan à Erevan ont reçu Derek Chollet, conseiller spécial du président américain, qui leur a transmis des lettres du président Joe Biden et les propositions américaines pour finaliser le traité de paix. À ce jour, les États-Unis et les deux dirigeants n'ont pas révélé la nature exacte de ces propositions.

Le 25 octobre, une nouvelle a retenu l'attention : le président azerbaïdjanais,

Ilham Aliyev, a approuvé le règlement de fonctionnement des commissions de démarcation des frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, document signé le 30 août dernier. Ce même règlement avait été signé par le président arménien, Vahagn Khachaturyan, le 24 octobre, le jour même de la rencontre Pashinyan-Aliyev à Kazan. Un jour plus tard, Aliyev l'approuvait à son tour.

Mais un point clé différencie l'approbation du document en Arménie de celle en Azerbaïdjan. En Arménie, le règlement a suivi un processus de ratification complet au cours des deux derniers mois : il a d'abord été approuvé en conseil des ministres, puis validé par la Cour constitutionnelle, ce qui lui a conféré une conformité avec la Constitution de la République d'Arménie. Ensuite, il a été examiné et voté en commission parlementaire et en séance plénière avant d'être signé par le président.

En revanche, en Azerbaïdjan, aucun processus de ratification interne similaire n'a été rapporté. Depuis le 30 août, il n'y a eu aucune indication publique de discussions ou de vérifications par des institutions azerbaïdjanaises sur la constitutionnalité de ce règlement. En d'autres termes, en Arménie, le règlement a reçu une pleine ratification législative, tandis qu'en Azerbaïdjan, seule la signature présidentielle l'a validé.

Cette différence n'est pas qu'une question de procédure : elle reflète une distinction juridico-politique de statut. En Arménie, le règlement est pleinement documenté et possède un statut juridique et politique solide. En Azerbaïdjan, cependant, ce statut est amoindri, faute d'une ratification législative interne. Dès lors, on peut se demander pourquoi une telle divergence existe. Est-ce parce que l'Arménie serait tenue, selon ce règlement, de prendre des mesures ou de respecter des engagements plus significatifs sur le plan juridico-politique que ceux de l'Azerbaïdjan ?

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 octobre 2024

Erevan exprime sa préoccupation après les frappes israéliennes sur l'Iran

Les autorités arméniennes ont exprimé leur profonde préoccupation concernant les développements qui pourraient intervenir au Moyen-Orient, soumis à un risque accru d'embrasement après les récentes frappes israéliennes contre l'Iran. "L'Arménie condamne les activités visant à fragiliser la sécurité internationale telles qu'elles se sont manifestées aussi dans les actions contre la République islamique d'Iran la semaine dernière. Nous sommes profondément préoccupés concernant l'évolution de la situation dans la région, au sens large ", a indiqué le ministère arménien des affaires étrangères dans un communiqué publié sur X lundi 28 octobre, en ajoutant : "Nous espérons que la diplomatie sera en mesure de défendre la législation internationale et d'empêcher d'éventuels développements indésirables". Israël avait mené une campagne de frappes aériennes contre l'Iran le 26 octobre en réponse aux frappes aériennes massives de l'Iran visant le territoire israélien le 1^{er} octobre. Les frappes israéliennes auraient causé la mort de quatre officiers de l'armée iranienne, et les autorités de Téhéran n'avaient pas manqué d'en minorer l'impact. De son côté, Israël avait affirmé que Tsahal n'avait visé que les installations militaires de l'Iran et non ses sites nucléaires et pétroliers, comme le souhaitaient les faucons du gouvernement Netanyahu. Une « pondération » israélienne qu'il faut mettre à l'actif des pressions du gouvernement américain de Joe Biden, qui avait déployé tous ses efforts pour éviter une attaque plus massive et les risques d'embrasement qu'elle induisait ; une fois n'est pas coutume, Israël a suivi les recommandations de son allié américain, qu'elle ne prend généralement pas la peine de consulter pour ce genre d'opérations, même si ce sont les aides massives des Etats-unis qui lui permettent de poursuivre sa guerre à Gaza et sur les autres fronts.

29 octobre 2024

Le conseil municipal de Gyumri n'a plus de maire ni de majorité

Tous les membres du groupe majoritaire du Conseil municipal de Gyumri ont renoncé à leurs sièges et quitté l'instance dirigeante de la deuxième ville d'Arménie comme un seul homme, dans le sillage du maire Vardges Samsonian, qui venait de donner sa démission, ouvrant ainsi la voie à des élections anticipées que le Contrat civil, le parti au pouvoir à Erevan qui avait un temps pactisé avec les élus majoritaires de Gyumri, entend bien cette fois remporter. La défection de ce bloc politique dirigé officieusement par Samvel Balasanian, homme d'affaires local et ancien maire qui a donné son nom à la formation majoritaire, intervient après des semaines d'une crise provoquée par le mandat d'arrêt émis contre lui par la justice arménienne au début du mois. Pour les opposants au pouvoir, il est évident que cette procédure judiciaire s'inscrit dans un scénario qui doit se conclure par la tenue d'élections municipales anticipées à Gyumri, que le parti au pouvoir est impatient de remporter, deux ans avant l'échéance normale. Le bloc baptisé Balasanian a été de fait paralysé par les accusations qui ont été portées contre l'ancien maire au début de ce mois, ainsi que contre quatre de ses proches. Ils sont accusés d'avoir illégalement privatisé un terrain municipal en 2014, des accusations que les responsables de l'opposition arménienne tiennent pour une tentative du parti Contrat civil du premier ministre arménien Nikol Pachinian de prendre le pouvoir à Gyumri. Balasanian, qui se trouverait actuellement aux Etats-unis pour des motifs médicaux, n'a pas réagi à ce jour sur les poursuites dont il fait l'objet et la crise politique qu'elles ont provoquée dans la ville dont il fut longtemps le maire. Le Bloc Balasanian contrôle 14 des 33 sièges du conseil municipal de Gyumri, où le Contrat civil n'en détient que 11. Selon la loi, la législature peut continuer à fonctionner avec 19 membres seulement, seuls 17 votes étant requis pour un quorum. On ne sait toujours pas si les membres des autres formations minoritaires seraient disposés à assurer ce quorum di le Contrat civil décidait d'installer un nouveau maire dès le mois prochain. Si la législature municipale ne parvenait pas à élire un nouveau maire après le départ

du bloc, elle serait dissoute et de nouvelles élections seraient inévitables. D'ici-là, Gyumri, qui est au centre de la région du Shirak au nord-ouest de l'Arménie, frontalière de la Turquie, serait dirigée par un maire intérimaire nommé par le gouvernement central. Le gouverneur du Shirak, qui est membre du Contrat civil, n'a pas fait mystère des aspirations du parti au pouvoir à prendre le pouvoir à Gyumri. "Les faits parleront quand le temps sera venu pour nous de nous engager dans de nouvelles élections et de changer le pouvoir [municipal]", avait déclaré récemment le gouverneur Mushegh Muradian. Alen Simonian, président du Parlement arménien et figure de proue du Contrat civil, avait aussi confié la semaine dernière aux journalistes du Service arménien de RFE/RL que le parti au pouvoir "se préparait pour ce scénario". Simonian avait précisé que les élections anticipées se tiendraient probablement "dans le second semestre de l'année prochain", en révélant que l'instance dirigeante de son parti, présidée par Nikol Pachinian, avait discuté des préparatifs de ce scrutin et même choisi un candidat pour le poste de maire lors d'une réunion le 23 octobre. S'exprimant devant le Parlement peu avant cette réunion, Pachinian avait pourtant assuré ne pas être informé des derniers développements à Gyumri et s'était moqué des allégations de l'opposition selon lesquelles son gouvernement utiliserait des accusations politiquement motivées à seule fin de s'emparer du pouvoir dans une autre des municipalités qui lui avaient échappé dans les urnes.

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 octobre 2024

L'Arménie consacra plus de 1,7 milliard de dollars aux dépenses de défense en 2025

Le gouvernement arménien s'apprête à consacrer plus de 1,7 milliard de dollars à

son budget de défense en 2025, a révélé Vahe Hovhannisyan, ministre des Finances, lors des discussions budgétaires au Parlement lundi. Une augmentation notable de 20 % par rapport à l'année en cours, cette enveloppe représentera environ 6 % du PIB du pays.

Cette annonce intervient alors que l'Arménie prévoit une croissance économique de 5,8 % d'ici la fin de 2024, bien que celle-ci devrait légèrement ralentir pour s'établir à 5,6 % en 2025, selon M. Hovhannisyan. Sur le plan militaire, Erevan a consolidé des accords d'achat d'armements avec des partenaires internationaux, notamment la France et l'Inde, renforçant ainsi son arsenal.

Le Times of India a d'ailleurs rapporté que l'Arménie s'est affirmée comme l'un de ses principaux clients pour des systèmes d'armes « prêts à l'emploi ». Parmi les équipements concernés figurent les systèmes de défense aérienne Akash, les lance-roquettes multiples Pinaka et l'artillerie de 155 mm, autant de dispositifs destinés à renforcer les capacités de défense du pays. La France et les États-Unis sont d'ailleurs eux-mêmes devenus acheteurs de certains équipements indiens, soulignant les liens de plus en plus étroits entre New Delhi et ces puissances.

Cette montée en puissance de l'Arménie dans le domaine de la défense reste toutefois modeste comparée aux investissements massifs de l'Azerbaïdjan, qui a récemment annoncé un budget militaire de 5 milliards de dollars pour l'année à venir. Cette hausse intervient dans un contexte où Bakou dénonce les récentes acquisitions militaires d'Erevan auprès de pays tels que la France. Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev et son administration ont vivement critiqué ces achats, accusant Paris d'aggraver les tensions régionales.

Néanmoins, Aliyev ne manque pas de souligner les moyens substantiels déployés par son propre gouvernement pour renforcer les capacités militaires de l'Azerbaïdjan, se félicitant des investissements consentis pour maintenir une position de force dans la région.

GÉORGIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 octobre 2024

N. Pachinian félicite le Premier ministre géorgien pour sa victoire électorale

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a félicité son homologue géorgien, Irakli Kobakhidze, pour la victoire du parti au pouvoir lors des élections législatives du 26 octobre, contestées par l'opposition. Dans un message diffusé par son service de presse, N. Pachinian a salué « la victoire impressionnante » du parti Rêve géorgien.

La commission électorale centrale de Géorgie a publié les résultats préliminaires des élections, qui indiquent que le parti dirigé par le milliardaire Bidzina Ivanichvili a recueilli 54 % des voix. Trois des quatre partis d'opposition qui ont obtenu des sièges au Parlement géorgien n'acceptent pas les résultats des élections.

Dans son message à M. Kobakhidze, M. Pashinian a notamment écrit : « Le développement continu des relations avec la Géorgie est l'une des priorités de la politique étrangère du gouvernement arménien. J'espère que sous votre direction en Géorgie au cours des prochaines années, et grâce à nos efforts conjoints, la coopération entre l'Arménie et la Géorgie se développera et s'étendra de manière constante ».

Le Premier ministre géorgien a également reçu un message de félicitations du président azerbaïdjanais Ilham Aliev, qui l'a également invité à se rendre à Bakou. Le scrutin de samedi 26 octobre en Géorgie est largement considéré comme un moment décisif pour l'ancien pays soviétique, qui s'est efforcé d'intégrer l'Union européenne et l'OTAN au cours des deux dernières décennies.

Rêve géorgien a présenté les élections comme un choix entre la paix et la guerre, affirmant qu'une victoire de l'opposition entraînerait la Géorgie dans une nouvelle guerre avec la Russie. Les deux pays se sont livrés une brève guerre en août 2008, qui a renforcé le contrôle de la Russie sur une partie du territoire géorgien. L'opposition a présenté le vote comme un choix entre l'Occident et la Russie et entre la démocratie et l'autoritarisme, un discours repris par les responsables des États-Unis et de l'Europe, qui ont critiqué le Rêve géorgien pour son recul démocratique.

Les tensions ont été vives pendant la période précédant le vote, Rêve géorgien

affirmant que l'Occident interférait dans l'élection et l'opposition accusant la Russie de diffuser de la désinformation.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 20

Le Monde

29 octobre 2024

En Géorgie, l'opposition en quête de stratégie après le résultat contesté des élections législatives

Alors que la coalition proeuropéenne réclame un nouveau scrutin et refuse de siéger au Parlement, le premier ministre hongrois Viktor Orbán, président du conseil de l'UE, est arrivé lundi à Tbilissi pour soutenir le parti au pouvoir

Les Géorgiens de Tbilissi sont venus en famille, avec des amis, des collègues, des voisins ou encore avec leurs chiens. En début de soirée, lundi 28 octobre, la vibrante sociabilité géorgienne s'affiche sur l'avenue Roustavéli, la principale artère de Tbilissi. On casse la croûte, on s'embrasse, on échange les dernières nouvelles, drapeaux géorgiens et européens à la main ou sur les épaules. Ils sont des dizaines de milliers à avoir répondu présent à l'appel de la présidente Salomé Zourabichvili, pour protester contre les résultats des élections législatives du 26 octobre, truquées par la main de Moscou, selon elle. Les forces de police, regroupées dans les rues adjacentes, se font plutôt discrètes.

La foule attend avec impatience la prise de parole de la présidente, élue en 2018 sur le ticket du Rêve géorgien, le parti au pouvoir depuis 2012, et devenue ces derniers temps l'égérie de l'opposition. Lorsqu'elle grimpe enfin sur l'estrade dressée devant le Parlement, l'assistance applaudit à tout

rompre. *« Vous n'avez pas perdu les élections ! Votre voix a été volée, et ils ont également tenté de voler votre avenir, mais personne n'a le droit de faire cela »*, lance-t-elle. *« Ces deux derniers jours, j'ai donné dix-sept interviews et j'ai parlé à six présidents. Personne ne reconnaît ces élections ! Aujourd'hui, grâce à ce rassemblement, nous allons reprendre nos droits »*, poursuit-elle, promettant de défendre *« jusqu'au bout »* l'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne (UE), gelée par Bruxelles en riposte aux lois répressives adoptées au printemps par Rêve géorgien, le parti qui gouverne.

La présidente géorgienne, Salomé Zourabichvili, lors d'un rassemblement organisé par des partis d'opposition pour protester contre le résultat des élections législatives remportée par le parti au pouvoir Rêve géorgien, à Tbilissi, en Géorgie, le 28 octobre 2024. ZURAB TSERTSVADZE / AP

Ces mots sont ceux que la foule attendait. Déçus par les résultats définitifs des législatives annoncés la veille, selon lesquels Rêve géorgien a obtenu 54 % des voix contre 38 % pour l'opposition proeuropéenne, les manifestants se galvanisent en chantant l'hymne national, la main sur le cœur. La population de Tbilissi a le cœur qui bat pour l'opposition. Dans la capitale, le Rêve a recueilli 44 % des suffrages seulement. Son plus gros succès a été enregistré dans la région à forte population arménienne de Djavakhétie, dans le sud du pays où 90 % des inscrits ont voté en sa faveur. Alors que l'opposition a présenté le scrutin comme un référendum sur l'avenir - la Géorgie sera une démocratie en Europe ou un pays autoritaire sous influence russe -, Rêve géorgien l'a présenté comme un choix entre la paix et la guerre.

« Je sais qu'ils ont triché »

Serrées l'une contre l'autre, deux étudiantes, Liza, 23 ans, et Anna, 22 ans, n'en reviennent pas que les résultats, *« falsifiés »*, puissent avoir été reconnus comme définitifs. *« L'Europe et les Etats-Unis doivent nous aider à faire triompher la vérité. Il y a eu tellement de magouilles ! Je l'ai constaté moi-même dans la circonscription où je vote »*, explique Liza, une brune aux yeux vifs. A-t-elle assisté personnellement à des fraudes ? *« Non, mais je sais qu'ils [Rêve géorgien] ont triché, ça n'est pas possible autrement. Pourquoi ? Dans mon arrondissement, ici en ville, ils ont gagné alors que d'habitude ils perdent »*, explique-t-elle avec animation. Son amie Anna recense les falsifications dénoncées par l'opposition. *« Il y a eu des achats massifs de votes, des votes multiples, des*

bulletins préremplis, des pressions, des intimidations », énumère-t-elle dans un soupir. Elle-même n'a rien vu dans le bureau de vote du quartier résidentiel de Vake, dans la capitale, mais elle sait que cela s'est produit, « *surtout dans les campagnes* ».

La suite est réservée à nos abonnés.

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 octobre 2024

La commission électorale annonce un recomptage partiel des votes

Un recomptage des votes va débuter mardi dans 14% des bureaux de vote en Géorgie, où l'opposition pro-européenne accuse le parti au pouvoir de fraude et d'avoir « volé » les législatives, a annoncé la commission électorale.

Les autorités « vont mener un recomptage des voix dans cinq bureaux de vote de chaque circonscription », selon un communiqué de la commission.

Bruxelles et Washington ont demandé à Tbilissi d'ouvrir des enquêtes sur les allégations d'irrégularités.

Voix discordante au sein de l'Union européenne, le dirigeant hongrois Viktor Orbán est toutefois en Géorgie où il est arrivé lundi soir pour afficher son soutien au gouvernement face à ces accusations.

A l'appel de l'opposition et de la présidente Salomé Zourabichvili, des dizaines de milliers de Géorgiens ont manifesté lundi soir dans le calme pour dénoncer le résultat des législatives remportées par le parti au pouvoir depuis 2012.

Rêve géorgien est accusé par ses opposants d'orienter le pays vers Moscou.

M^{me} Zourabichvili a dénoncé des méthodes de fraudes « sophistiquées »,

similaires, selon elle, à ce qui est pratiqué en Russie.

« C'est très difficile d'accuser un gouvernement », « mais la méthodologie, elle est russe », a dit la cheffe de l'Etat pro-européenne dans un entretien à l'AFP.

Le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, a rejeté des « accusations infondées » et réfuté toute ingérence de son pays dans le processus électoral.

Tbilissi, 29 oct 2024 (AFP) -

EUROPE - FRANCE

Nor Haratch

25 octobre 2024

STRASBOURG - Les députés européens appellent l'UE à suspendre l'accord gazier avec l'Azerbaïdjan et boycotter la COP29

Lors de la session plénière du Parlement européen du 23 octobre, la résolution concernant les violations des droits de l'homme et du droit international en Azerbaïdjan, ainsi que les relations avec l'Arménie, a été débattue.

Tous les députés qui ont pris la parole lors du débat ont condamné la politique

d'oppression et de violence menée par les autorités azerbaïdjanaises, la violation des droits de l'homme et l'absence d'État de droit. Ils ont jugé honteux le fait d'organiser la COP29 à Bakou et ont souligné que la protection des questions environnementales ne pouvait avoir lieu dans des conditions de violation des droits de l'homme.

Les députés ont appelé l'Union européenne à suspendre l'accord gazier avec l'Azerbaïdjan et à boycotter la COP29 qui se tiendra à Bakou. Ils ont également appelé à prendre des mesures visant à préserver le patrimoine culturel arménien en Artsakh et à garantir le droit des Arméniens d'Artsakh de retourner chez eux.

Les parlementaires ont également condamné la répression vis-à-vis des activistes azerbaïdjanais par l'administration de Bakou, appelant les autorités à libérer tous les prisonniers politiques.

Dans son discours, le Commissaire à l'emploi et aux droits sociaux de la Commission européenne Nicolas Schmit a déclaré que la COP29 était une opportunité appropriée pour le gouvernement azerbaïdjanais de montrer son engagement envers les obligations internationales de protection des droits de l'homme. *« La COP29 est aussi une opportunité historique pour la paix. L'Azerbaïdjan et l'Arménie n'ont jamais été aussi proche de surmonter un conflit qui dure depuis des décennies. L'Azerbaïdjan est face à des choix importants, tant en ce qui concerne la situation des droits de l'homme dans son pays que le processus de paix avec son voisin »,* a-t-il souligné.

Dans son discours, le député français et ami du peuple arménien, François-Xavier Bellamy a déclaré en faisant référence aux propos de Nicolas Schmit : *« Monsieur le Commissaire, merci pour les mots forts que vous avez eus à l'instant. Enfin! Mais non, la COP 29 n'est pas une opportunité. La COP 29 est un scandale, une honte qui salira l'histoire même de l'engagement pour la protection de l'environnement dans un pays auquel nous achetons le gaz, qui fait là encore notre lâcheté collective.*

Il est temps de dénoncer aujourd'hui l'accord gazier qui lie la Commission européenne avec l'Azerbaïdjan, de prendre les sanctions qui s'imposent contre Monsieur Aliiev et son régime et de dire enfin que la démocratie et le cœur battant de l'Europe sont du côté du peuple arménien qui se bat pour la liberté, pour la paix, pour la sécurité dans cette région du Caucase comme dans le monde

entier ».

Bellamy a également ajouté qu'il est aux côtés de tous ces Azerbaïdjanais opprimés par le président Ilham Aliev : « *M. Aliev, si vous croyez autant en votre propre force, pourquoi essayez-vous de faire taire les voix qui appellent à la lutte contre vous ? Si vous croyez tant en votre légitimité, pourquoi utilisez-vous la violence* », soulignant que le moment est venu pour l'Europe de reprendre enfin ses esprits.

A la fin du débat, le Commissaire Schmit a déclaré dans son discours final qu'il est nécessaire de continuer de soulever les questions qui suscitent inquiétude, d'appeler l'Azerbaïdjan à faciliter l'entrée des missions internationales en Artsakh, ainsi qu'à permettre le retour des Arméniens d'Artsakh, dans des conditions sûres.

Le Parlement européen a adopté la résolution sur la violation des droits de l'homme en Azerbaïdjan et les relations avec l'Arménie

Le 24 octobre, le Parlement européenne a adopté la résolution sur la violation des droits de l'homme en Azerbaïdjan et les relations avec l'Arménie par 453 voix, 31 contre et 89 abstentions.

Avec cette résolution, le Parlement européen réaffirme son appel à imposer des sanctions contre les responsables azerbaïdjanais qui ont commis de graves violations des droits de l'homme. La résolution exige la libération des personnes emprisonnées en raison de leurs opinions politiques, afin de mettre fin à toute forme de répression, tant à l'intérieur de l'Azerbaïdjan qu'au delà de ses frontières.

La résolution contient de nombreuses références aux relations arméno-azerbaïdjanaises. Soulignant le soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des deux pays, les députés européens réaffirment leur demande de retirer les troupes azerbaïdjanaises du territoire souverain de l'Arménie.

Selon Arman Yeghoyan, président de la Commission à l'intégration européenne de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie, la résolution « *qualifie ouvertement de nettoyage ethnique le déplacement forcé des Arméniens d'Artsakh* ».

31 octobre 2024

La COP29 menacée par la promotion des énergies fossiles et la corruption, selon un rapport

Gouvernement « autocratique », promotion des énergies fossiles et corruption : un rapport publié jeudi souligne des risques pour le bon avancement des négociations sur le climat à la prochaine COP29, qui se tiendra en Azerbaïdjan.

Sous sa forme actuelle, la COP « risque d'être minée par des influences inappropriées d'entreprises et capturée par le secteur des énergies fossiles », met en garde le rapport publié par l'ONG Transparency International et le collectif Anti-corruption data collective. « La corruption et la kléptocratie menacent aussi l'intégrité des conférences sur le climat, y compris la prochaine COP29 à Bakou », est-il ajouté.

« L'Azerbaïdjan -avec son gouvernement autocratique, son vaste secteur des énergies fossiles et son niveau élevé de corruption du secteur public-illustre clairement plusieurs risques pour l'intégrité des conférences climat de l'ONU », résumant les auteurs.

Le choix de l'Azerbaïdjan, exportateur d'hydrocarbures, pour accueillir l'événement annuel avait déjà suscité des inquiétudes sur son entrain à encourager une sortie du pétrole, du gaz et du charbon, principaux responsables du changement climatique. Ilham Aliiev, l'autoritaire président du pays, avait qualifié en avril les réserves de pétrole et gaz de son pays de « don de Dieu ».

Le rapport publié jeudi critique plus spécifiquement les liens entre la présidence de la COP et la compagnie nationale d'hydrocarbures, la SOCAR, dont est notamment issu Moukhtar Babaïev, président de la COP29.

« La COP29 risque de devenir un nouveau forum pour les contrats et la diplomatie

des énergies fossiles », au moment où « la SOCAR mène une stratégie d'expansion régionale des énergies fossiles », pointe le rapport.

Ce mélange des genres avait déjà été dénoncé par des ONG l'an dernier, à l'occasion de la COP28 de Dubaï, qui s'est pourtant terminée par un appel à une « transition » vers l'abandon des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques.

Le rapport dénonce encore le fait que certains membres du comité d'organisation de la COP29 « ont été impliqués dans de gros scandales de corruption ».

« L'organisation de la COP29 est déjà utilisée pour promouvoir des entreprises en lien avec la famille au pouvoir en Azerbaïdjan et d'autres proches du régime », avance-t-il, citant par exemple un contrat pour des logements.

Parmi d'autres critiques, les auteurs évoquent une opération de « blanchiment de réputation » avec la création d'une « coalition d'ONG », dont certaines en lien avec le régime, tandis que le gouvernement « réduit au silence les voix critiques de la société civile ».

AFP

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 octobre 2024

Le réalisateur du film turc « Atatürk » a accusé le lobby arménien d'avoir interdit le film en Europe

Kamuran Ayna, réalisateur du film d'animation sur l'enfance de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la République de Turquie, a évoqué les problèmes liés à la diffusion du film en Europe.

Dans une conversation avec le journal turc « *Cumhuriyet* », le réalisateur du film d'animation « *Atatürk* », Kamuran Ayna, a déclaré que deux jours avant la

projection du film d'animation sur l'enfance d'Atatürk en Europe, les directeurs du cinéma ont refusé de projeter le film sans raisons valables.

Il a affirmé que, selon ses informations, le lobby arménien, qui occupe une position forte en Europe, a réussi à empêcher la projection du film en Europe.

Le réalisateur du film a indiqué qu'ils travaillaient actuellement pour obtenir à nouveau l'autorisation et projeter le film en Europe et qu'ils étaient proches du succès.

Krikor Amirzayan

Nor Haratch

25 octobre 2024

[« Nor Haratch continue » - Appel au financement participatif - Nor Haratch](#)

« Nor Haratch continue » - Appel au financement participatif

Le 4 octobre dernier, lors de la réunion publique, à la question posée par la rédaction du journal Nor Haratch, « continuer ou arrêter ? » la réponse fut : « Il faut continuer... ». « Nor Haratch » traverse une période financièrement difficile, tout comme les Arméniens de la diaspora et d'Arménie qui vivent de même une période difficile. Nous faisons donc appel au soutien du public pour faire face à la crise financière.

Nous lançons une campagne de crowdfunding pour récolter environ cent mille euros pour couvrir les dépenses à venir. La collecte des fonds se fera via la plateforme Helloasso (sous les auspices du « Comité de secours pour la Croix-Rouge arménienne ») jusqu'à ce qu'une association d'Amis de « Nor Haratch » soit créée et prenne en charge ce travail.

(Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % du revenu imposable)

<https://www.helloasso.com/associations/comite-de-->

[secours-pour-la-croix-rouge-armenienne/collectes/soutenir-le-journal-nor-haratch](#)

Vous pouvez également envoyer vos dons directement à « Nor Haratch » sous forme d'abonnement de soutien (qui ne sont pas déductibles des impôts sur le revenu).

En quinze ans d'existence, « Nor Haratch » a acquis une place particulière dans la presse diasporique. Il s'est distingué de la presse des partis politiques et de la presse arménienne d'Arménie. Indépendant, il traite des sujets politiques et culturels librement.

USA

Armenpress

25 octobre 2024

Les États-Unis appellent l'Azerbaïdjan à libérer toutes les personnes injustement détenues

EREVAN, 25 OCTOBRE, ARMENPRESS: Les États-Unis appellent l'Azerbaïdjan à adhérer à ses obligations internationales en matière de droits de l'homme et à libérer toutes les personnes injustement détenues, a déclaré l'ambassade des États-Unis en Azerbaïdjan dans un post sur X, publiant une photo de la rencontre entre l'ambassadeur américain Mark Libby et le prisonnier politique Gubad

Ibadoglu.

« L'ambassadeur Libby a rencontré le Dr Gubad Ibadoglu aujourd'hui et a exprimé son inquiétude pour sa santé. Les États-Unis appellent l'Azerbaïdjan à respecter ses engagements et obligations internationaux en matière de droits de l'homme, à lever les restrictions imposées au Dr Ibadoglu et à libérer toutes les personnes injustement détenues », peut-on lire dans le message.

Plus tard, le ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan a publié une déclaration notant que les États-Unis n'ont pas le droit d'utiliser les questions de droits de l'homme comme un outil pour interférer dans les affaires internes d'un autre pays, les processus d'enquête ou l'indépendance du système judiciaire.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1203268), original at <https://armenpress.am/fr/article/1203268>

TURQUIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 octobre 2024

Erdogan mise sur la plateforme régionale pour stabiliser le Caucase du Sud

Lors de récentes déclarations faites à la suite d'une réunion de cabinet, le

président turc Recep Tayyip Erdogan a réaffirmé l'importance qu'il accorde à la situation dans le Caucase du Sud, particulièrement en ce qui concerne la stabilité régionale. Ces propos, rapportés par les médias turcs, interviennent alors que la Turquie a accueilli le 18 octobre les ministres des Affaires étrangères de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Russie et de l'Iran, en marge de la plateforme régionale 3+3.

Cette rencontre, inscrite dans le cadre de la plateforme de coopération 3+3, visait à faciliter le dialogue régional sur des questions stratégiques et sécuritaires. Créée à l'initiative de la Turquie de la Russie et de l'Iran, cette plateforme regroupe les trois États du Caucase du Sud (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie, bien que cette dernière ne participe pas actuellement) et leurs voisins immédiats (Turquie, Russie et Iran). Ankara cherche ainsi à donner une dimension institutionnelle à ce format de coopération, une ambition clairement affichée par le président turc.

« Nous constatons que cette plateforme répond à des besoins importants. Nous cherchons à lui donner une structure institutionnelle », a déclaré Erdogan, soulignant ainsi l'intérêt croissant d'Ankara pour ce cadre "multilatéral" qui pourrait, selon lui, transformer durablement la géopolitique régionale.

Le président turc a également affirmé qu'après "la fin de l'occupation du Karabakh, une opportunité unique » se présente pour instaurer une paix durable dans le Caucase du Sud. Une déclaration qui reflète si besoin était les convergences turco-azerbaïdjanaises, dans une certaine vision de la paix conforme aux intérêts de ces deux États qui ont déclenché de concert la guerre contre les Arméniens, en septembre 2020, avant de procéder au nettoyage ethnique de la République d'Artsakh.

Paul Nazarian

ISRAEL

29 octobre 2024

Guerre à Gaza : le Parlement israélien approuve un projet de loi décrié pour interdire les activités de l'Unrwa

Article de Le Parisien avec AFP

Le texte avait suscité [les réprobations de Londres et Washington](#). Un projet de loi pour interdire les activités de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) en Israël a été adopté lundi à une large majorité par le Parlement israélien, un vote qui a provoqué un tollé international. Il a été qualifié de « scandaleux » par l'organisation onusienne, alors qu'elle est le principal acteur des opérations humanitaires dans la bande de Gaza, assiégée et dévastée par plus d'un an de guerre entre Israël et le Hamas.

Le texte a été approuvé à la Knesset par 92 voix contre 10 alors qu'Israël, depuis longtemps très critique à l'égard de l'agence onusienne, a accusé certains employés de l'Unrwa [d'avoir participé à l'attaque du Hamas](#) du 7 octobre 2023. Ce projet de loi, voté en première lecture en juillet, promet d'interdire « les activités de l'Unrwa sur le territoire israélien », y compris [à Jérusalem Est](#), secteur de la ville sainte occupé et annexé par Israël depuis 1967.

Un second texte, également largement adopté (89 contre 7), interdit aux responsables israéliens de travailler avec l'agence onusienne et ses employés, ce qui devrait considérablement perturber les activités de l'agence, alors qu'Israël contrôle strictement toutes les entrées de cargaisons d'aide humanitaire vers Gaza. Les deux lois prendront effet 90 jours après leur adoption, selon la Knesset. « Il existe un lien profond entre l'organisation terroriste (Hamas) et l'Unrwa et Israël ne peut pas le tolérer », a martelé Yuli Edelstein, l'un des députés à l'origine du texte.

« Une bouée de sauvetage irremplaçable »

L'Unrwa, créée par l'Assemblée générale de l'ONU en 1949, gère notamment des centres de santé et des écoles à Gaza et en Cisjordanie, et est considérée comme « la colonne vertébrale » de l'aide internationale à Gaza, en proie à [un désastre humanitaire](#).

Le chef de l'Unrwa Philippe Lazzarini a dénoncé un « dangereux précédent » et une « campagne pour discréditer » l'agence onusienne, estimant que ce choix va « aggraver les souffrances des Palestiniens ». « Il est scandaleux qu'un pays membre des Nations unies cherche à démanteler une agence de l'ONU qui s'avère être le plus important pourvoyeur des opérations humanitaires à Gaza », a réagi la porte-parole de l'organisation, Juliette Touma. Si la décision « est adoptée et mise en œuvre, c'est un désastre, notamment en raison de l'impact qu'elle aura probablement sur les opérations humanitaires à Gaza et dans plusieurs parties de la Cisjordanie », a-t-elle dit.

Le chef de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a dénoncé également une décision « intolérable » qui aura des « conséquences dévastatrices ». « Elle contrevient aux obligations et aux responsabilités d'Israël », a-t-il ajouté, en soulignant que « l'Unrwa est une bouée de sauvetage irremplaçable pour le peuple palestinien ».

Pluie de critiques internationales

Les États-Unis s'étaient déclarés avant le vote « très préoccupés » par ce texte. « Nous exhortons le gouvernement israélien à ne pas l'approuver », avait déclaré à la presse le porte-parole du département d'État, Matthew Miller, réitérant le rôle « crucial » joué par l'agence dans la distribution de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza. Le Conseil de sécurité de l'ONU, y compris Washington, avait aussi mis en garde Israël le 10 octobre contre le vote de cette loi, au lendemain d'un avertissement similaire lancé par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

Les critiques se sont multipliées à l'annonce du vote du texte. L'Allemagne « critique vivement » le projet de loi israélien, a-t-elle fait savoir dans un communiqué émis lundi par son ministère des Affaires étrangères. La commissaire chargée de la politique des droits de l'homme et de l'assistance humanitaire en Allemagne, Luise Amtsberg, a également déclaré que cette

décision « rendrait effectivement impossible le travail de l'Unrwa à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem Est (...) mettant en péril [l'aide humanitaire vitale pour des millions de personnes](#) ».

À Londres, le Premier ministre britannique Keir Starmer s'est dit « gravement préoccupé ». De leur côté, l'Irlande, la Norvège, la Slovénie et l'Espagne ont « condamné » lundi dans un communiqué commun le vote. « Le travail de l'agence est [essentiel et irremplaçable pour des millions de Palestiniens](#) et particulièrement dans le contexte actuel à Gaza », ont écrit les gouvernements de ces quatre pays européens ayant reconnu l'État de Palestine. La législation votée lundi par le Parlement israélien « crée un précédent très grave pour le travail des Nations unies », ont-ils dénoncé.

La Jordanie a également réagi ce mardi, condamnant elle aussi ce vote. « L'adoption de ces lois (...) constitue une poursuite des efforts acharnés d'Israël pour l'assassiner politiquement », accuse le porte-parole du ministère jordanien des Affaires étrangères, y voyant des pratiques « illégales et invalides ».

Israël affirme être prêt à « faciliter l'aide humanitaire »

Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou a toutefois affirmé qu'il était « prêt » à assurer la fourniture de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza. « L'aide humanitaire durable doit être disponible à Gaza maintenant et dans l'avenir (...) Nous nous tenons prêts à travailler avec nos partenaires internationaux pour nous assurer qu'Israël continue à faciliter l'aide humanitaire à Gaza d'une façon qui ne menace pas la sécurité d'Israël », a-t-il déclaré.

De son côté, le Hamas a dénoncé ce vote, estimant dans un communiqué qu'il faisait partie « de l'agression et la guerre sioniste » contre les Palestiniens. Le Jihad islamique, un groupe allié, a fustigé « une escalade dans le génocide » contre les Palestiniens.

Quant à l'Autorité palestinienne, elle « rejette et condamne » ce texte, a-t-elle annoncé lundi dans un communiqué. « Nous ne permettrons pas cela », a affirmé le porte-parole de la présidence de l'Autorité, Nabil Abou Roudeina, estimant que « le vote écrasant par la soi-disant Knesset est une indication de la transformation d'Israël en État fasciste ».

Certains des plus gros donateurs avaient suspendu leurs contributions à l'Unrwa

en début d'année après qu'Israël a accusé une vingtaine des 13 000 employés de l'agence à Gaza d'avoir participé à l'attaque du 7 octobre 2023. La plupart des donateurs [ont depuis repris leur soutien](#), à l'exception notable du principal, les États-Unis.

Neuf personnes [« pourraient avoir été impliquées » dans les attaques](#), selon une enquête de l'ONU en août, alors qu'au moins 223 employés de l'agence ont perdu la vie depuis plus d'un an dans le territoire. En avril, un groupe indépendant d'experts avait estimé que l'Unrwa manque de « neutralité » mais qu'[Israël n'a pas fourni la « preuve » de liens avec des « organisations terroristes »](#).

-----**photo : D.R.**